

Greffier(ère) en chef des tribunaux administratifs de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna

Ref : 2024-1468446

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

Conseil d'Etat

Domaine : Justice

Date limite de candidature : 14/03/2024

Nature de l'emploi			Expérience souhaitée
Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels			Expert
Rémunération <small>(fourchette indicative pour les contractuels)</small>	Catégorie	Management	Télétravail possible
Non renseigné	Catégorie A (cadre)	Oui	Oui

Vos missions en quelques mots

Vos activités principales :

Sous l'autorité du président de la juridiction et en liaison avec les services du Conseil d'Etat et du ministère de l'intérieur, le/la greffier(ère) en chef encadre les services du greffe (1 greffier de chambre ; 3 agents de greffe). Il/elle veille au bon déroulement des procédures juridictionnelles (réception des requêtes et des mémoires, authentification des actes de procédure, notification des jugements). Il assure en tant que de besoin le greffe des audiences collégiales ou de référé.

Il/elle assiste le chef de juridiction dans la gestion des locaux et des matériels, en veillant tout particulièrement au respect des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Sous l'autorité du président du tribunal, il/elle gère les crédits de la juridiction et participe à l'organisation et à la préparation des entretiens budgétaires préalables aux conférences de gestion avec le Conseil d'Etat ; il/elle suit l'exécution du budget alloué par le Conseil d'Etat (nécessité de maîtriser Chorus formulaire et Chorus consultation ou de suivre une formation).

· ***Liaisons hiérarchiques***

Le chef de juridiction et personnel du greffe

· ***Liaisons fonctionnelles***

- Au sein de la juridiction : avec le président du tribunal et l'ensemble des magistrats et du personnel du greffe

- A l'extérieur : avec le Conseil d'Etat et les services du Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

Durée attendue sur le poste :

4 ans (séjour réglementé : décret n°96-1026 du 26 novembre 1996 relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et de certains magistrats dans les territoires d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et de Wallis-et-Futuna)

Vos perspectives :

Poste d'encadrement et de gestion pouvant utilement être valorisé dans d'autres périmètres d'emploi

Groupe RIFSEEP 2

Profil recherché

Le profil recherché est détaillé dans la rubrique "compétences attendues".

Merci de candidater uniquement à l'adresse suivante :

marie-madeleine.cauvy@juradm.fr

En Indiquant la référence de l'offre 2024-1468446

Greffier(ère) en chef des tribunaux administratifs de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna

Joindre les documents suivants au format PDF :

- une lettre de motivation

- votre CV

- pour les agents publics, merci de préciser votre statut et pour les fonctionnaires, votre grade et OBLIGATOIREMENT nous fournir un état de vos services accomplis dans l'administration ou le dernier arrêté de situation administrative récent (-1 an).

Pour plus de renseignements :

M. Didier SABROUX, président des tribunaux administratifs de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna

Tél : 25 06 30 – greffe.ta-noumea@juradm.fr

Mme Marie-Madeleine CAUVY, greffière-en-chef des tribunaux administratifs de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna

Tél : 25 06 35 – marie-madeleine.cauvy@juradm.fr

Mme Adeline CLAUDE, cheffe du département des agents de greffe, direction des ressources humaines du Conseil d'Etat

Tél : 01 72 60 55 05 – adeline.claude@conseil-etat.fr

Compétences attendues

Connaissances techniques :

Niveau expert :

- Avoir des compétences juridiques

Niveau maîtrisé :

- Avoir des compétences budgétaires et comptables

Niveau pratique :

- Connaître l'environnement professionnel

Savoir-faire :

Niveau expert :

- Savoir appliquer la réglementation

Niveau maîtrisé :

- Savoir manager
- Savoir s'organiser

Savoir-être :

Niveau expert :

- Avoir le sens des relations humaines
- Savoir s'adapter

Niveau maîtrisé :

- Savoir communiquer

Éléments de candidature

Documents à transmettre

Pour postuler à cette offre, l'envoi du CV et d'une lettre de motivation est obligatoire

À propos de l'offre

Informations complémentaires

Important : Le Conseil d'Etat met en œuvre un plan de lutte contre les discriminations et pour la promotion de la diversité. Si vous vous estimez victime d'une discrimination dans le cadre du processus de recrutement, vous avez la possibilité d'adresser un message à la boîte fonctionnelle suivante : allodiscrim@orange.fr

Conditions particulières d'exercice

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions

- Permanence et astreinte environ 2 week-end par trimestre
- Possibles visioconférences ou formations en distanciel en soirée du fait du décalage horaire avec la métropole (+ 9/10 heures)

Statut du poste

Vacant à partir du 01/06/2024

Métier de référence

Responsable de greffe

Qui sommes nous ?

Le Conseil d'État, garant du respect du droit et des libertés des citoyens

Le Conseil d'État est un pilier de l'État de droit : il garantit au quotidien que l'administration respecte le droit et notamment les libertés fondamentales des citoyens.

- Il juge les conflits qui opposent les citoyens, associations ou entreprises à l'administration.
- Il fait des propositions pour que les futures lois et réglementations soient conformes au droit et applicables dans la vie quotidienne.

En parallèle, il gère les 42 tribunaux administratifs, les 9 cours administratives d'appel et la Cour nationale du droit d'asile qui forment, avec le Conseil d'État, la justice administrative.

Près de 700 collaborateurs sur des missions très variées

Le Conseil d'État, c'est près de 50 métiers qui couvrent des domaines variés : juge, greffier, rapporteur au contentieux ou en sections consultatives, gestionnaire RH, comptable, chargé de communication, product owner, assistant de direction, etc. Derrière ces métiers, chaque collaborateur assure la modernisation et l'accessibilité de la justice pour tous les citoyens. Jeune diplômé ou profil expérimenté, parcours classique ou atypique... Le Conseil d'État recrute chaque année de nouveaux talents !